



**ACADÉMIE
DE LYON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BULLETIN D'INFORMATIONS RECTORALES

ANNÉE SCOLAIRE 2023 / 2024

SOMMAIRE DU BIR N°15 DU 18 DÉCEMBRE 2023

DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS	2
DELF SCOLAIRE – SESSION DE JUIN 2024.....	2
DIRECTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'ÉDUCATION ET PSYCHOLOGUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE / DIRECTION DE L'ORGANISATION SCOLAIRE / DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION	3
DEMANDES DE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL DES PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'ÉDUCATION ET PSYCHOLOGUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE TITULAIRES DU SECOND DEGRÉ PUBLIC POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025.....	3
DIRECTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS	7
ACCÈS AU CORPS DES PROFESSEURS AGRÉGÉS DU SECOND DEGRÉ PUBLIC – LISTE D'APTITUDE – ANNÉE 2024	7
INTÉGRATION DES ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT ET DES CHARGÉS D'ENSEIGNEMENT D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE - ANNÉE 2024	9
DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET DE L'INSTRUCTION EN FAMILLE.....	10
LISTE D'APTITUDE POUR L'ACCÈS À L'ÉCHELLE DE RÉMUNÉRATION DE PROFESSEUR AGRÉGÉ DES MAÎTRES CONTRACTUELS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ - ANNÉE SCOLAIRE 2024/2025.....	10
MISE EN ŒUVRE DU TEMPS PARTIEL POUR LES MAITRES CONTRACTUELS OU AGRÉÉS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ DU PREMIER DEGRÉ SOUS CONTRAT POUR 2023-2024	12
DIRECTION DES PERSONNELS D'ENCADREMENT	15
DISPOSITIF PASSERELLE : ACCUEIL EN DETACHEMENT DES PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'EDUCATION ET PSYCHOLOGUES DANS LE CORPS DES ATTACHES D'ADMINISTRATION DE L'ETAT - RENTREE SCOLAIRE 2024.....	15
COMPOSITION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE ACADÉMIQUE COMPÉTENTE À L'ÉGARD DES PERSONNELS DE DIRECTION	17
ÉCOLE ACADÉMIQUE DE LA FORMATION CONTINUE	18
APPEL À CANDIDATURE – PARCOURS FORMATION : DÉVELOPPER SES COMPÉTENCES EN LANGUE ANGLAISE EN VUE DE PRÉPARER LE DCL – NIVEAU B2.....	18

DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS

DELFS COLAIRE – SESSION DE JUIN 2024

BIR n°15 du 18 décembre 2023

Réf : DEC8

CALENDRIER DES INSCRIPTIONS

Par arrêté rectoral du 28 novembre 2023, le registre d'inscription est ouvert pour le Diplôme d'Etudes en Langue Française – session juin 2024.

Ouverture des inscriptions : **lundi 11 décembre 2023 à 9h**

Clôture des inscriptions : **vendredi 26 janvier 2024 à 17h**

Les modalités précises seront détaillées dans la circulaire d'inscription du diplôme concerné.

DIRECTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'ÉDUCATION ET PSYCHOLOGUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

DIRECTION DE L'ORGANISATION SCOLAIRE

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

DEMANDES DE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL DES PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'ÉDUCATION ET PSYCHOLOGUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE TITULAIRES DU SECOND DEGRÉ PUBLIC POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025

BIR n° 15 du 18 décembre 2023

Réf : DIPE/DOS/DSI

Réf : BO n°27 du 2 juillet 2015 – circulaire n° 2015-105 du 30-6-2015

LA CAMPAGNE **UNIQUE** DE DEMANDES SE DEROULE DU **18 DECEMBRE 2023 AU 22 JANVIER 2024** :
**Aucune modification ou demande d'annulation ne pourra être admise sauf circonstances
exceptionnelles et imprévisibles motivées et justifiées**

I Déroulement de la campagne 2024-2025

a) Personnels concernés : première demande de temps partiel, demande de modification de quotité de temps partiel

Sont concernés **les personnels titulaires nommés à titre définitif** dans leur établissement ou sur une zone de remplacement, qu'ils **envisagent ou non** de participer aux phases inter et intra académiques du mouvement national à gestion déconcentrée.

b) Saisie

A l'aide de l'imprimé joint **en annexe 1** pour les enseignants, et de **l'annexe 2** pour les personnels d'éducation, les personnels intéressés adressent, par mail, sous couvert de leur chef d'établissement leur demande aux services gestionnaires du Rectorat à la direction des personnels enseignants (DIPE).

Les chefs d'établissement saisiront les demandes sur l'application **GIGC** (gestion individuelle, gestion collective) **du 18 décembre 2023 au 22 janvier 2024**.

c) Agents en tacite reconduction :

Les personnels qui reconduisent leur demande de temps partiel **à l'identique** par rapport soit à l'année scolaire 2022-2023, soit à l'année scolaire 2023-2024 ne participent pas à la campagne (tacite reconduction pour 3 ans). **En revanche, s'ils souhaitent surcotiser pour l'année scolaire 2024-2025 ils doivent remplir l'imprimé qui figure en annexe 4. Cet imprimé est à renvoyer à DIPE (dipe@ac-lyon.fr).**

Point de vigilance : le dispositif dit de tacite reconduction s'exerce **uniquement** si l'agent concerné comme son supérieur hiérarchique souhaitent que les modalités du temps partiel soient reconduites de façon identique. En cas de souhait de modalités différentes de la part de l'un ou de l'autre, une nouvelle demande doit être saisie.

d) Psychologues de l'éducation nationale :

Les psychologues de la spécialité « éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle » formulent leur demande à l'aide de l'imprimé joint **en annexe 3**. Cet imprimé dûment renseigné est adressé par la voie hiérarchique, revêtu de l'avis du directeur du CIO, au rectorat – DIPE3.

Les psychologues de la spécialité « éducation, développement et apprentissages » exerçant dans le premier degré formulent leur demande à l'aide du même imprimé, qu'ils adressent à l'IEN de circonscription. Celui-ci émet un premier avis sur la demande et formule si besoin des observations relatives à l'organisation du service retenue puis la transmet au service de la DSDEN pour avis final avant envoi au rectorat – DIPE3.

Cette procédure s'applique à l'ensemble des demandes (demandes initiales ou de renouvellement du temps partiel).

e) Reprise à temps plein

Les personnels qui, bénéficiant actuellement d'un temps partiel, souhaitent reprendre à temps plein doivent faire connaître leur décision **par lettre manuscrite aux bureaux concernés de la DIPE.**

II Les deux régimes de temps partiel

A) Le temps partiel de droit

Il est automatiquement fait droit à la demande de l'agent d'exercer à temps partiel dans les cas suivants :

a) Temps partiel de droit pour raison familiale

- suite à un congé de maternité, de paternité ou d'adoption ou à un congé parental ; suite à la naissance d'un enfant ou à l'arrivée au foyer d'un enfant adopté. Il est accordé jusqu'au 3^{ème} anniversaire de l'enfant ou pendant les trois années suivant l'arrivée de l'enfant dans le foyer (veille de la date anniversaire),
- pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap ou victime d'un accident ou d'une maladie grave

Sauf cas d'urgence, la demande écrite accompagnée des justificatifs requis doit être adressée au chef d'établissement **au moins deux mois** avant la date de début du temps partiel.

b) Temps partiel de droit pour agent en situation de handicap

- agent en situation de handicap bénéficiant de l'obligation d'emploi (relevant d'une des catégories visées au 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 9^o, 10^o et 11^o de l'article L.323-3 du code du travail) : le temps partiel est accordé après avis du médecin de prévention.

c) Quotités possibles

- Les agents ont la possibilité d'exercer une activité à 50, 60, 70 ou 80 % de la quotité statutaire (transposés en un nombre entier d'heures hebdomadaires).

Précisions

Si le temps partiel ne peut être refusé, la quotité travaillée peut être modulée en fonction des besoins du service. En cas d'interruption de temps partiel de droit en cours d'année, un temps partiel sur autorisation sera automatiquement généré pour compléter l'année scolaire.

B) Le temps partiel sur autorisation

Le temps partiel sur autorisation est accordé **sous réserve** des nécessités, de la continuité et du fonctionnement du service. Une demande de travail à temps partiel ayant reçue un avis favorable du chef d'établissement pourra – en dépit de cet avis – être rejetée si les besoins du service au niveau académique et la ressource humaine disponible l'exige.

Il appartient de veiller à la mise en place de l'ensemble des enseignements qui doivent être assurés afin de garantir l'efficacité, la continuité et l'égalité d'accès au service public de l'éducation nationale.

L'étude de chaque demande prendra en compte :

- L'évolution des besoins de l'établissement,
- La répartition prévisible des heures poste et des heures supplémentaires années dans la dotation globale horaire,
- La recherche d'une adéquation entre les quotités sollicitées, les horaires d'enseignement de la discipline aux différents niveaux, l'organisation des activités pédagogiques dans l'établissement. Cette recherche doit être conduite avec une attention particulière afin d'éviter que des demandes d'ajustement tardives ne viennent perturber la rentrée.

En cas de désaccord, le chef d'établissement doit organiser un entretien avec l'intéressé(e) pour rechercher une solution. Si le désaccord persiste, il transmet la demande de l'intéressé(e) avec un avis défavorable dûment motivé aux services rectoraux, conformément aux termes de la loi du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs.

Quotités possibles :

Les agents ont la possibilité d'exercer une activité à 50, 60, 70, 80 ou 90 % de leur quotité statutaire (transposé en un nombre entier d'heures hebdomadaires).

Cas particulier pour les professeurs documentalistes :

Le service effectué à temps partiel ne sera compensé qu'après examen de la situation de l'établissement et notamment de la dotation de l'établissement en postes de documentation compte tenu du budget académique. Ce paramètre doit être pris en compte lors de l'examen des demandes soumises au chef d'établissement.

Durée de l'autorisation :

L'autorisation de temps partiel prend effet à compter du 1^{er} septembre pour la totalité de l'année scolaire. **Elle est reconduite tacitement dans la limite de 3 années scolaires sous réserve des nécessités de service et sauf dans l'hypothèse d'une mutation intervenue dans l'intervalle.**

III Enseignants bénéficiant des dispositifs de pondération des heures d'enseignement assurées dans le cycle terminal de la voie générale et technologique, en STS et dans les établissements REP+ :

Les enseignants à temps partiel bénéficient de ces dispositifs de pondération dans les mêmes conditions que les enseignants assurant un service à temps complet. Toutefois leur quotité de temps de travail sera calculée après application du ou des mécanismes de pondération (circulaire n° 2015-105 du 30-06-2015 – BO n° 27 du 2 juillet 2015).

IV Aménagement du temps partiel

Compte tenu du régime d'obligations de service défini en nombre d'heures hebdomadaires, la quotité demandée est aménagée de façon à obtenir **un nombre entier d'heures.**

Il est précisé que cet aménagement ne peut correspondre à une quotité de travail inférieure à 50 % ni supérieure à 90 %. En outre il faut veiller, dans le cas d'un **temps partiel de droit pour élever un enfant de moins de 3 ans**, à ne pas accorder une quotité de service **supérieure à 80 %**, en raison des incidences sur le versement de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE).

Un temps partiel à 80 % pour un certifié peut entraîner une quotité travaillée de 14h40. Dans ce cas, il appartient au chef d'établissement de décider si une telle quotité est compatible avec l'organisation du service de l'enseignant et, le cas échéant, de lisser le service sur l'année (19 semaines à 14 heures et 17 semaines à 15 heures par exemple).

V Rémunération

Pour les personnels exerçant un temps partiel **inférieur à 80 %**, la rémunération est calculée au prorata du temps de travail effectué. Ainsi un enseignant exerçant à 60 % sera rémunéré sur la base de 60 % d'un traitement à temps plein.

Lorsque la quotité est aménagée **entre 80 et 90 %**, la fraction du traitement, de l'indemnité de résidence et des primes et autres indemnités est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Quotité de temps partiel aménagée en pourcentage d'un service à temps complet} \times (4/7) + 40$$

Pour une quotité de travail de 80 %, la rémunération sera de 85,70 % d'un traitement perçu à temps complet.

Pour une quotité de 90 % la rémunération sera de 91.40 %.

VI Pensions de retraite : le choix de la surcotisation

Depuis le 1^{er} janvier 2004, il est possible de **surcotiser**. L'agent ayant bénéficié d'un temps partiel (sauf temps partiel de droit pour élever un enfant) peut demander à surcotiser sur la base d'un temps plein. Cette surcotisation ne peut avoir pour effet d'augmenter de plus de quatre trimestres la durée prise en compte pour la liquidation. La durée pendant laquelle un fonctionnaire peut surcotiser sera donc fonction de la quotité choisie.

Exemple : un fonctionnaire travaille à 80 %. La durée prise en compte pour la liquidation est de trois trimestres et 18 jours par année de travail. Pour obtenir les quatre trimestres supplémentaires, il pourra surcotiser pendant 5 ans.

L'intéressé doit préciser s'il souhaite surcotiser pour l'année scolaire 2024-2025 à l'aide de l'annexe 4, même si son temps partiel est reconduit tacitement.

Une simulation du montant des sommes à verser est disponible sur le site de l'Académie de Lyon :

<http://www1.ac-lyon.fr/personnels/ens-ori-edu/surcot.htm>

Attention : avant d'opter, le cas échéant, pour la surcotation, il est **impératif** de procéder à une simulation, compte tenu du coût, afin de mesurer l'impact du taux.

En cas de surcotation, le taux de la retenue "pension civile" s'élève au **01/01/2023** à :

- 13,33% pour une quotité de travail de 90 %
- 15,56% pour une quotité de travail de 80 %
- 17,79% pour une quotité de travail de 70 %
- 20,02% pour une quotité de travail de 60 %
- 22,25% pour une quotité de travail de 50 %

Ces taux s'appliquent sur la **totalité** du traitement qui aurait été versé à temps plein.

La période de temps partiel **pour élever un enfant de moins de 3 ans est prise en compte gratuitement dans les droits à pension**. Il n'y a donc pas de versement de cotisation sur la quotité non travaillée. Cette prise en compte est limitée à 3 ans par enfant.

VII Heures supplémentaires

a) Heures supplémentaires année (HSA) :

L'exercice des fonctions à temps partiel est compatible avec la réalisation d'heures supplémentaires années (HSA) selon les modalités définies dans le décret 2021-1326 du 12 octobre 2021.

b) Heures supplémentaires effectives (HSE) :

Les agents à temps partiel peuvent effectuer des suppléances de courte durée et être rémunérés en heures supplémentaires effectives (**HSE**). Chaque mois, la rémunération mensuelle des intéressés, complétée par ces HSE, **ne peut dépasser** le montant du traitement net qu'ils auraient perçu pour un travail à temps complet.

VIII Dispositif de retraite progressive

Seuls les agents bénéficiant du temps partiel de droit ou du temps partiel pour convenances personnelles peuvent bénéficier du dispositif de retraite progressive, prévue par le décret n°2023-753 du 10 août 2023, dès lors qu'ils remplissent les conditions requises.

Le service des retraites de l'Etat (SRE) a seul compétence pour étudier l'éligibilité de la demande de retraite progressive.

Une page « ressources » est à votre disposition : <https://www.education.gouv.fr/mise-en-oeuvre-de-la-reforme-des-retraites-les-mesures-qui-concernent-les-personnels-de-l-education-378392>

VIX – Calendrier

Du 18 décembre 2023 au 22 janvier 2024	Campagne de demande de travail à temps partiel : <ul style="list-style-type: none">• Demande de l'agent ;• Examen des situations par les chefs d'établissement en fonction des DG ;• Saisie dans le module GIGC et renvoi des formulaires de demande à la DIPE.
Du 23 au 26 janvier 2024	Vérification des demandes par les services gestionnaires.
29 janvier 2024	Bascule des saisies dans EPP à destination des DOS.
12 juin 2024	Date limite de transmission des demandes de temps partiel pour les agents ayant obtenu une mutation au mouvement intra-académique 2024.
Courant juin 2024	Transmission des arrêtés de temps partiel.

Voir annexes à la fin du BIR

DIRECTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

ACCÈS AU CORPS DES PROFESSEURS AGRÉGÉS DU SECOND DEGRÉ PUBLIC – LISTE D'APTITUDE – ANNÉE 2024

BIR n° 15 du 18 décembre 2023

Réf : décret n° 72-580 du 4-7-1972 modifié ; arrêté du 15-10-1999 modifié

BO spécial n° 3 du 7 décembre 2023

DIPE n° 23/24-83

1 - RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES

Les candidats doivent être en activité dans le second degré ou dans l'enseignement supérieur et remplir les conditions suivantes :

- être au 31 décembre 2023, professeur certifié, professeur de lycée professionnel ou professeur d'éducation physique et sportive. Les professeurs de lycée professionnel doivent être proposés dans la discipline dans laquelle ils justifient du diplôme le plus élevé, sauf avis circonstancié des corps d'inspection. Il en est de même pour tous les certifiés relevant d'une discipline pour laquelle il n'y a pas d'agrégation ;
- être âgé de quarante ans au moins au 1er octobre 2024 ;
- justifier à cette même date de dix années de services effectifs d'enseignement, dont cinq dans leur corps. A cet égard, les services accomplis en qualité de directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques ou de chef de travaux sont assimilés à des services d'enseignement.

2 - APPEL À CANDIDATURES

L'accès au corps des professeurs agrégés par voie de liste d'aptitude repose sur un acte de candidature individuel. Les personnels candidats l'année précédente doivent, à nouveau, faire acte de candidature cette année. Les candidatures et la constitution des dossiers se font uniquement via le portail de services i-Prof :

<https://www.education.gouv.fr/i-prof-l-assistant-carriere-12194>

du 4 au 25 janvier 2024

Le dossier de candidature devra comporter obligatoirement :

- **un curriculum vitae** qui doit faire apparaître la situation individuelle du candidat, sa formation, son mode d'accès au grade, son itinéraire professionnel, ses activités assurées au sein du système éducatif.
- **une lettre de motivation** qui fait apparaître l'appréciation portée par le candidat sur les étapes de sa carrière, l'analyse de son itinéraire professionnel, les motivations (projets pédagogiques, éducatifs ou autres) qui le conduisent à présenter sa candidature,

Pendant toute la durée d'ouverture du serveur, chaque candidat pourra accéder à son dossier dématérialisé de promotion **et devra systématiquement valider sa saisie.**

L'attention des personnels est appelée sur l'intérêt d'une démarche individuelle et active de leur part pour enrichir, via i-Prof, les données figurant dans leur dossier. A cette fin, les personnels sont invités tout au long de l'année à préparer leur dossier de promotion en saisissant dans i-Prof (menu "Votre CV") les différentes données qualitatives les concernant. Ces données alimenteront automatiquement le CV spécifique de candidature à la liste d'aptitude.

Les candidats qui auront complété et validé leur CV, saisi et validé leur lettre de motivation recevront un accusé de réception dans leur messagerie I-prof **dès** la validation de leur candidature.

Attention : il est recommandé de s'informer **sur les conditions de classement** des agents accédant au corps des professeurs agrégés par voie de liste d'aptitude via la rubrique consacrée aux promotions des personnels enseignants, d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale sur Siap (https://www.education.gouv.fr/cid268/s-informer-sur-les-promotions-notes-de-service-textes-de-reference-contacts.html#Promotion_de_corps).

3 - TRAITEMENT DES CANDIDATURES

Le recteur arrêtera les propositions académiques au vu de la valeur professionnelle des candidats et en s'appuyant sur les avis des corps d'inspection et des chefs d'établissement pour les enseignants du second degré et des présidents d'université ou des directeurs d'établissement pour les enseignants du supérieur.

4 – RECOURS IRRECEVABILITE DES CANDIDATURES

L'irrecevabilité de la candidature (cf. paragraphe 1 de la présente note de service) étant assimilée à une décision défavorable, les personnels peuvent former un recours administratif.

Dans ce cadre, ils peuvent choisir un représentant désigné par l'organisation syndicale de leurs choix pour les assister (cf. III.2 BO spécial n° 3 du 7 décembre 2023).

5 – CALENDRIER

saisie des candidatures dans i-Prof	du 4 au 25 janvier 2024
envoi d'un accusé réception <u>dans la messagerie i-Prof</u> de chaque candidat.	à l'issue de la période d'inscription
saisie des avis par les chefs d'établissement et les corps d'inspection	du 26 janvier au 6 février 2024
affichage des avis portés sur les dossiers de candidature	du 1^{er} au 7 mars 2024

INTÉGRATION DES ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT ET DES CHARGÉS D'ENSEIGNEMENT D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE - ANNÉE 2024

BIR n° 15 du 18 décembre 2023

Réf : BO spécial n° 3 du 7 décembre 2023

DIPE n° 23/24-84

Les conditions requises sont rappelées au BO spécial n° 3 du 7 décembre 2023.

1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES

La possibilité est offerte aux AE et aux CE d'EPS de demander leur intégration dans le corps des professeurs certifiés, des PLP, des PEPS et des CPE. L'accès s'effectue par liste d'aptitude et **est conditionné par un acte de candidature.**

2 - INSCRIPTION :

Les candidatures doivent être saisies sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.education.gouv.fr/personnels-enseignants-d-education-et-d-orientation-s-inscrire-pour-une-promotion-siap-11696>.

3 – CALENDRIER

Ouverture des inscriptions sur Internet	du 4 au 25 janvier 2024
Edition des confirmations d'inscription par courrier électronique dans les établissements	26 janvier 2024
Retour aux services du rectorat des confirmations signées par les intéressés, accompagnées des pièces justificatives	5 février 2024 au plus tard

Les documents seront envoyés à la DIPE : promotions-carrieres-2d-public@ac-lyon.fr

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET DE L'INSTRUCTION EN FAMILLE

LISTE D'APTITUDE POUR L'ACCÈS À L'ÉCHELLE DE RÉMUNÉRATION DE PROFESSEUR AGRÉGÉ DES MAÎTRES CONTRACTUELS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ - ANNÉE SCOLAIRE 2024/2025

BIR n°15 du 18 décembre 2023

Réf : DEP-IEF

- **Code de l'éducation (article R914-64)**

1 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES

Les maîtres concernés doivent :

- être **en activité au 31 août 2024** ou bénéficier de l'un des congés entrant dans la définition de la position d'activité des agents titulaires de l'État (congé de maladie ordinaire, de longue maladie ou de longue durée, congé de maternité, de paternité ou pour adoption, congé de formation professionnelle, congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie, congé de présence parentale).
- bénéficier, **au 31 décembre 2023**, de l'échelle de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive ou des professeurs de lycée professionnel. Dans ce dernier cas, les postulants devront être proposés dans la discipline dans laquelle ils justifient du diplôme le plus élevé, sauf avis circonstancié des corps d'inspection ; il en sera de même pour tous les certifiés enseignant dans une discipline pour laquelle il n'y a pas d'agrégation.
- être âgés de **40 ans au moins au 1^{er} octobre 2024**.
- justifier à cette même date de **10 années** de services effectifs d'enseignement dont **5 années** dans l'échelle de rémunération de professeur certifié, de professeur d'éducation physique et sportive ou de professeur de lycée professionnel. À cet égard, les services accomplis en qualité de chef de travaux ou de Directeur Délégué aux Formations Professionnelles (DDFPT) sont assimilés à des services d'enseignement.

Sont pris en compte à partir du moment où il s'agit de services d'enseignement :

- l'année ou les années de stage accomplies en situation (en présence d'élèves).
- les services d'enseignement ou de documentation en tant que titulaire dans un établissement public d'enseignement relevant du ministère chargé de l'éducation nationale et ceux effectués en tant que délégué auxiliaire, maître contractuel ou agréé dans un établissement d'enseignement privé sous contrat relevant également du ministère chargé de l'éducation nationale.

2 – MISE EN FORME DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 octobre 1999 pris en application de l'article 5 du décret n°72-580 du 4 juillet 1972 modifié, **impérativement** être accompagnés des pièces suivantes :

- **une fiche individuelle** établie conformément à **l'annexe 1**, indiquant l'avis du chef d'établissement (très favorable, favorable, réservé ou défavorable) et reprenant les principaux éléments de la situation professionnelle des candidats,
- **un curriculum vitae** : présenté selon le modèle joint **en annexe 2**. Ce document mentionnera la situation individuelle du candidat, sa formation, son mode d'accès à son échelle de rémunération, son itinéraire professionnel, ses activités assurées au sein du système éducatif.
- **une lettre de motivation** dont la longueur ne devra pas dépasser **deux pages dactylographiées** et qui fera apparaître l'appréciation portée par le candidat sur les étapes de sa carrière, l'analyse de son itinéraire professionnel, les motivations (projets pédagogiques, éducatifs ou autres) qui le conduisent à présenter sa candidature. Complémentaire au curriculum vitae qui présente des éléments factuels, la lettre de motivation permet au candidat de se situer dans son parcours professionnel en justifiant et en valorisant ses choix. Elle présente une réflexion sur sa carrière écoulée et met en évidence les compétences acquises, les aptitudes et les aspirations qui justifient sa demande de promotion.
- la photocopie des **titres ou diplômes universitaires** :
 - *les relevés de notes ne sont pas recevables,*

- *les diplômes étrangers doivent être obligatoirement accompagnés d'une attestation de reconnaissance de diplôme émanant du centre ENIC-NARIC,*

3 – DÉPÔT ET EXAMENS DES DOSSIERS

Tous les dossiers de candidatures doivent être transmis **au plus tard le vendredi 12 janvier 2024**, cachet de la poste faisant foi, par la voie hiérarchique au rectorat de l'académie de Lyon – DEP-IEF (Actes Collectifs) accompagnés de l'accusé de réception joint en annexe 3.

**TOUT DOSSIER HORS DÉLAIS ET/OU INCOMPLET
NE SERA PAS TRAITÉ ET SERA RENVOYÉ A L'ÉTABLISSEMENT**

La candidature complète ne sera traitée que si celle-ci parvient à la DEP-IEF au plus tard le 12 janvier 2024.

MISE EN ŒUVRE DU TEMPS PARTIEL POUR LES MAITRES CONTRACTUELS OU AGRÉÉS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ DU PREMIER DEGRÉ SOUS CONTRAT POUR 2023-2024

BIR n° 15 du 18 décembre 2023
réf : DEP-IEF

Référence :

- décret n°82-624 du 20 juillet 1982 modifié – décret n°2002-1072 du 07 août 2002
- décret n°2008-775 du 30 juillet 2008 modifié - circulaire n°2008-106 du 6 août 2008

I. DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE 2024-2025

a) Personnels concernés

Sont concernés les maîtres titulaires nommés à titre définitif ou provisoire dans leur établissement qu'ils fassent une première demande, renouvellent leur demande ou modifient leur quotité de temps partiel, qu'ils envisagent ou non de participer au mouvement de l'emploi,

b) Procédure

À l'aide des imprimés joints en **annexe**, les personnels intéressés adressent leur demande à la direction de l'enseignement privé et de l'instruction en famille (DEEP 1) sous couvert de leur chef d'établissement.

L'autorisation d'assurer un service à temps partiel est accordée pour une année scolaire, du 1er septembre au 31 août.

c) Reprise à temps plein

Les personnels qui souhaitent reprendre leur activité à temps complet à partir du 1^{er} septembre 2023 devront faire connaître leur décision en complétant l'imprimé de demande de reprise à temps complet (annexe 3).

Dans le cas d'un temps partiel sur autorisation, le maître qui souhaite retrouver un temps complet ou augmenter sa quotité de service **devra participer au mouvement dans le cadre de la campagne de mutation et saisir sa candidature en ligne** via le site internet de l'académie.

d) Calendrier

Les demandes de temps partiel ou de reprise à temps plein doivent être transmises à la direction des enseignants des établissements privés (DEEP 1) **avant le 8 janvier 2024**

Passé ce délai, aucune modification ou demande d'annulation ne pourra être admise sauf circonstances exceptionnelles et imprévisibles motivées et justifiées

II. LES DEUX RÉGIMES DE TEMPS PARTIEL

L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est accordée sous réserve des possibilités d'aménagement de l'organisation du service. Il en résulte que les modalités d'organisation d'un service à temps partiel sont subordonnées à la préservation de l'intérêt des élèves.

En conséquence, à l'exception des demandes d'emploi à temps partiel de droit, **l'autorisation de travailler à temps partiel n'est pas accordée automatiquement.**

a) Temps partiel de droit (annexe 1)

Le bénéfice d'un service à temps partiel est accordé de plein droit :

- à l'occasion de chaque naissance jusqu'au 3ème anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté,
- aux enseignants bénéficiant de l'obligation d'emploi (BOE) relevant d'une des catégories visées à l'article L.5212-13 du code du travail, après avis du médecin de prévention du rectorat (justificatifs : reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ; rente consécutive à un accident du travail ; pension d'invalidité),
- pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave ; la demande sera assortie d'un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier. Ce certificat médical doit être produit tous les 6 mois,

Le bénéfice du temps partiel de droit pour raisons familiales ne peut être accordé en cours d'année qu'à l'issue du congé de maternité, du congé d'adoption, du congé de paternité ou du congé parental ; la demande doit être présentée au moins deux mois avant le début de la période d'exercice à temps partiel.

b) Temps partiel sur autorisation (annexe 2)

L'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est accordée, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service :

- pour convenances personnelles
- pour créer ou reprendre une entreprise : la demande de temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise n'est plus accordée de droit mais **sur autorisation**. Elle devra être accompagnée d'un courrier précisant la forme juridique et l'objet social de l'entreprise.

Le temps partiel sur autorisation est accordé pour une année scolaire, à savoir du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

Le régime des quotités de travail à temps partiel sur autorisation des personnels enseignants du premier degré est fixé par le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 qui précise que :

- le service doit être réduit d'au moins deux demi-journées par rapport à un service à temps complet,
- les quotités choisies doivent en outre permettre d'obtenir un service hebdomadaire comprenant un nombre entier de demi-journées.

Ces dispositions s'appliquent aux maîtres contractuels ou agréés.

Les maîtres consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées. Ils ne peuvent exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit. Les conditions dans lesquelles il peut être exceptionnellement dérogé à cette interdiction sont fixées par le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique.

La fraction du poste libéré est déclarée susceptible d'être vacante, **sous réserve de l'octroi du temps partiel à l'agent**.

Les premières demandes de temps partiel sur autorisation devront faire l'objet d'un **courrier motivé**. Elles devront parvenir, ainsi que les demandes de renouvellement, au bureau DEEP1 **pour le 8 janvier 2024 au plus tard**.

III. ORGANISATION DU SERVICE DANS LE CADRE D'UNE REPARTITION HEBDOMADAIRE

Les tableaux ci-dessous précisent, pour chaque quotité de service, le nombre de demi-journées travaillées au titre du service d'enseignement et le nombre d'heures à assurer au titre du service complémentaire de cent huit heures.

Pour les classes fonctionnant à huit demi-journées :

Quotités	Service hebdomadaire d'enseignement (24 heures)	Service annuel complémentaire (108 heures)	Rémunération	Temps partiel
100 %	8 demi-journées	108 heures dont 60 heures consacrées aux activités pédagogiques complémentaires	100 %	
75 %	6 demi-journées	81 heures dont 45 heures consacrées aux activités pédagogiques complémentaires	75 %	De droit ou sur autorisation
50 %	4 demi-journées	54 heures dont 30 heures consacrées aux activités pédagogiques complémentaires	50 %	De droit ou sur autorisation

Pour les classes fonctionnant à neuf demi-journées :

Quotités	Service hebdomadaire d'enseignement (24 heures)	Service annuel complémentaire (108 heures)	Rémunération	Temps partiel
75 %	En alternance : - 3 semaines à 6 demi-journées, - 1 semaine à 9 demi-journées.	81 heures dont 45 heures consacrées aux activités pédagogiques complémentaires	75 %	De droit ou sur autorisation
50 %	En alternance : - 1 semaine à 5 demi-journées, - 1 semaine à 4 demi-journées	54 heures dont 30 heures consacrées aux activités pédagogiques complémentaires	50 %	De droit ou sur autorisation

→ Voir annexes 1 à 3

DIRECTION DES PERSONNELS D'ENCADREMENT

DISPOSITIF PASSERELLE : ACCUEIL EN DETACHEMENT DES PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'EDUCATION ET PSYCHOLOGUES DANS LE CORPS DES ATTACHES D'ADMINISTRATION DE L'ETAT - RENTREE SCOLAIRE 2024

BIR n°15 du 18 décembre 2023

Réf : DE

Dans le cadre des engagements du Grenelle de l'Education, un nouveau dispositif de recrutement dans le corps des attachés d'administration est mis en place de 2022 à 2026. Il facilite le détachement de personnels enseignants (premier et second degré), d'éducation et psychologues de l'éducation nationale volontaires dans le corps des attachés d'administration de l'Etat (AAE).

Ce dispositif permet d'offrir aux personnels une diversification de leur parcours, une interruption temporaire volontaire de leur carrière ou une reconversion professionnelle en capitalisant sur leur connaissance du système éducatif.

Les agents entrant dans le dispositif seront affectés dans leur académie d'origine et rémunérés en tant qu'AAE par le rectorat.

Ils seront affectés à compter du **1^{er} septembre 2024** dans un poste correspondant à leur vœu d'univers professionnel, dans le ressort de leur académie d'origine et, dans toute la mesure du possible en tenant compte de leurs souhaits de localisation.

Pour les préparer à l'exercice des missions d'AAE, les personnels sélectionnés bénéficieront d'une formation assurée par l'IRA de Lyon et de l'accompagnement d'un tuteur (tout au long de l'année).

1. Déroulement de la première année de détachement

- L'agent rejoindra son poste la dernière semaine d'août pour une prise de contact avec ses interlocuteurs et une première découverte de ses missions ;
- Il bénéficiera d'une formation à l'IRA (régime de la formation continue) décomposée comme suit : 4 semaines en septembre, 4 semaines en mars et 2 semaines en juin ;
- 3 mois avant la fin de l'année de détachement, l'agent pourra exprimer soit une demande de renouvellement de détachement, soit une demande de réintégration dans son corps d'origine (avec maintien dans son établissement d'origine).

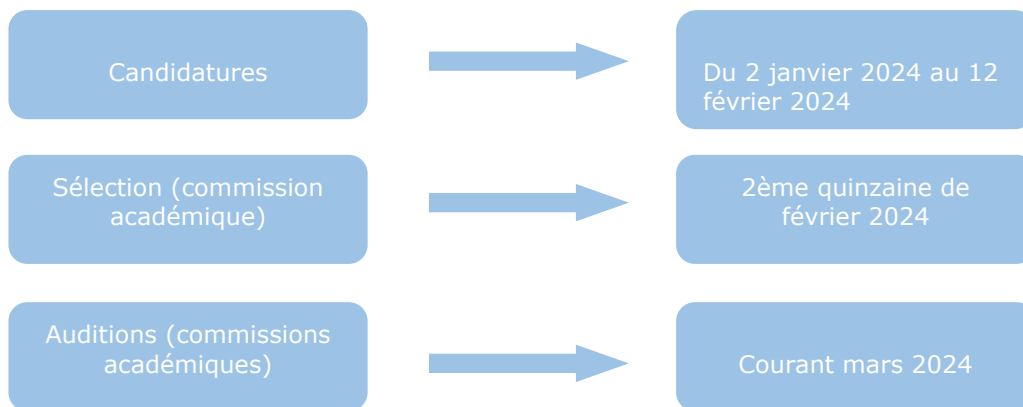
2. Intégration dans le corps des AAE

Après 2 ans de détachement, l'agent pourra solliciter une intégration dans le corps des AAE. Elle lui sera proposée par l'administration après 5 ans de détachement.

3. Rémunération

Les agents entrant dans le dispositif percevront leur traitement indiciaire (classement dans la grille du corps des attachés d'administration de l'Etat) et une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) conformément à la cartographie académique.

4. Calendrier



5. Stage d'immersion

Le dispositif prévoit, pour les candidats qui le souhaiteraient, un stage d'immersion de format court. Ce stage doit se dérouler avant la sélection des candidatures courant février 2024, et pourra donc être organisé **avant la fin du mois de février 2024**.

Cette immersion doit permettre aux candidats de découvrir les métiers d'AAE en services administratifs et/ou en EPLE, et l'organisation générale de l'administration de l'éducation nationale. D'une durée maximum de 5 jours (modalités à définir avec le ou les services d'accueil), la recherche d'un stage s'inscrit dans une démarche personnelle du candidat.

Vous trouverez en annexe le formulaire de convention de stage à compléter et à transmettre à l'adresse sg.drh@ac-lyon.fr

6. Modalités de candidature

Les candidats devront adresser leur dossier de candidature **exclusivement**, par courriel, à l'adresse candidaturepasserelle@ac-lyon.fr

Le dossier de candidature, qui devra mettre en évidence les compétences et les aspirations du candidat, sera composé comme suit :

- ✚ Curriculum vitae,
- ✚ Lettre de motivation,
- ✚ Formulaire de candidature (annexe ci-jointe)
- ✚ Convention de stage (pour les candidats ayant effectué un stage d'immersion)

7. Accompagnement / Renseignements

Au besoin, les agences départementales de RH de proximité peuvent vous renseigner de manière complémentaire sur ce dispositif. Pour cela, vous avez la possibilité de poser des questions ou de prendre RDV via l'application ProxiRh

- ⇒ Adresse ProxiRh : <https://portail.ac-lyon.fr/proxirh/>
- ⇒ Pour information, webinaire réalisé en 2022 : <https://www.ac-lyon.fr/webinaire-dispositif-passerelle-126085>

COMPOSITION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE ACADÉMIQUE COMPÉTENTE À L'ÉGARD DES PERSONNELS DE DIRECTION

BIR n° 15 DU 18 décembre 2023

Réf : DE

REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Membres titulaires

Monsieur Olivier Dugrip, recteur de l'académie de Lyon, président,
Monsieur Olivier Curnelle, secrétaire général de l'académie de Lyon,

Membres suppléants

Madame Stéphanie de Saint Jean, secrétaire générale adjointe – directrice des ressources humaines,
Madame Anne-Cécile Gervais, directrice, direction des personnels d'encadrement.

REPRÉSENTANTS ÉLUS DU PERSONNEL

MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS
Madame Isabelle Rhety SNPDEN-UNSA	Monsieur Laurent Habert SNPDEN-UNSA
Monsieur Philippe Grand SNPDEN-UNSA	Madame Sylvie Jouhanin SNPDEN-UNSA

Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ÉCOLE ACADÉMIQUE DE LA FORMATION CONTINUE

APPEL À CANDIDATURE – PARCOURS FORMATION : DÉVELOPPER SES COMPÉTENCES EN LANGUE ANGLAISE EN VUE DE PRÉPARER LE DCL – NIVEAU B2

BIR n° 15 du 18 décembre 2023

Réf : EAFC/CC/BLB/2023

Un appel à candidature est ouvert pour le parcours de formation : Développer ses compétences en langue anglaise en vue de préparer le DCL – niveau B2. Il s'adresse aux personnels à tous les personnels (enseignants, personnels de vie scolaire, ATSS, cadres, stagiaires, titulaires ou contractuels), désireux de progresser d'un niveau B1 en anglais à un niveau B2 (voir grille du CECRL en PJ), attesté par le DCL ([diplôme de compétence en langue](#)).

Ce parcours est piloté par l'EAFC en partenariat avec le Centre des Langues de l'université Lyon 2 selon les modalités suivantes :

90 heures de cours réparties en 3 semestres selon les modalités suivantes : 10 heures sur site le lundi de 16 heures à 18 heures et 20 heures en distanciel asynchrone.

Pour faire acte de candidature, la transmission d'un CV (hors format i-prof) et d'une lettre de motivation au département international de l'EAFC à l'adresse suivante : eafc-international@ac-lyon.fr est attendu **avant le 21 décembre 2023 à 12h00**.

L'organisation du parcours est disponible [ici](#).

Pour toute information complémentaire, vous pouvez consulter le site à l'adresse suivante :

<http://www.ac-lyon.fr/>

ou envoyer un message à l'EAFC à l'adresse suivante : eafc@ac-lyon.fr